

### 3 Le point de vue des destinataires et observateurs

Même si les destinataires théoriques des travaux des *think tanks* spécialistes des questions européennes s'accordent pour souligner l'importance de principe de ceux-ci, leur perception n'en est souvent pas très positive : faible valeur ajoutée, manque d'impact de leurs services, peu utilisés, approche jugée technocratique, élitiste et peu transparente (3.1). Ce regard sévère sur le secteur n'empêche pourtant pas les destinataires d'établir un dialogue régulier avec les *think tanks* et d'en faire une utilisation variée (3.2.4).

En plus de décrire le secteur des *think tanks* s'intéressant aux questions européennes, il importe aussi de se tourner vers le « groupe utilisateur » de ces *think tanks*, c'est-à-dire vers les cibles supposées des efforts des *think tanks*, afin de comprendre ce que l'« autre côté » en pense. Plusieurs décideurs nationaux et communautaires ont été interviewés, ainsi que des journalistes, des universitaires et d'autres acteurs spécialistes des affaires européennes issus de la société civile pour mieux comprendre la contribution qu'apportent les *think tanks* de l'UE. Nous ne pouvions examiner le rôle joué par les *think tanks* au-delà de ces communautés d'experts. Les résultats que nous proposons ici sont basés sur 42 interviews qualitatives. Elles ont permis d'identifier certaines tendances générales qui exigeraient une recherche plus approfondie et plus rigoureuse pour être pleinement analysées.

#### 3.1 LES *THINK TANKS* SPECIALISTES DE L'EUROPE SONT-ILS UTILES AUX YEUX DES DECIDEURS, JOURNALISTES ET UNIVERSITAIRES ?

La réponse courte à cette question est « oui, mais non de manière uniforme ». Les observateurs du secteur des *think tanks* interviewés ont effectivement formulé quatre types de remarques. Tous ont insisté sur l'importance d'une communauté saine de *think tanks* pour le processus de décision politique de l'UE, tout en critiquant leur faiblesse relative et le peu de valeur ajoutée qu'ils parviennent à offrir, parfois leur manque d'impact et de pertinence, et enfin une approche considérée comme trop technocratique et élitiste. Leur contribution éventuelle pour aider à pallier le « déficit démocratique » de l'UE est au mieux considérée comme incertaine.

#### LES *THINK TANKS* : SOURCES DE POLITIQUES INNOVANTES ET BANCS D'ESSAI

En théorie, les décideurs politiques peuvent utiliser les *think tanks* comme sources d'options innovantes et comme bancs d'essai de nouvelles approches politiques. En réalité, les décideurs politiques interrogés considèrent leurs travaux comme potentiellement utiles et s'en servent effectivement. Parmi les rôles qu'ils identifient, les décideurs mentionnent la capacité de certains *think tanks* à s'engager dans « des réflexions aux perspectives inédites », « de nouvelles façons de voir les choses », à fournir « une pensée innovante ». Penser à moyen terme, ce que les administrations ne sont pas toujours capables de faire, est particulièrement

apprécié. Cependant, ils sont plus fréquemment perçus comme des fournisseurs d'analyse et d'information, comme des occasions d'établir des réseaux, comme médiateurs entre le monde académique et la sphère politique et comme « un filtre et un forum pour le débat »<sup>94</sup>. Ils jouent également un rôle de « socialisation » et de formation des publics et des élus nationaux, processus considérés comme particulièrement indispensables pour les domaines communautaires, surtout dans les nouveaux États membres<sup>95</sup>.

Toutefois, ces deux approches sont utilisées de manière très inégale d'une institution ou d'un pays à l'autre. Tandis que la Commission et les *think tanks* sont en contact plutôt étroit, d'autres institutions s'impliquent beaucoup moins comme, par exemple, la Banque centrale européenne ou même, dans une certaine mesure, le Parlement européen.<sup>96</sup> Dans des pays comme la France où les instituts de recherche indépendants ne forment pas encore un secteur puissant de la communauté des décisions politiques, « les gouvernements n'attendent rien des *think tanks*, sauf rares exceptions, » a déclaré une personne interrogée. Dans d'autres pays cependant, notamment au Royaume-Uni mais aussi en Allemagne (le SWP par exemple), le gouvernement a développé des liens stratégiques avec certains *think tanks* qu'il utilise à ses fins propres, principalement pour tester à distance de nouvelles idées politiques. Selon l'auteur d'une étude française officielle sur les *think tanks*, les nouveaux États membres de l'UE commencent à se rendre compte des avantages d'entretenir un dialogue avec les *think tanks*. En Pologne, en revanche, Katarzyna Skorzynska, présidente du Centre for International and Local Government Relations – un *think tank* polonais, a récemment accusé son gouvernement « de monopoliser le débat sur les questions relatives aux préparations pour l'accession de la Pologne, d'un manque d'ouverture dont témoigne [son] aversion à partager toute tâche liée à l'accession avec les ONG, les *think tanks* et les compagnies privées spécialisées (...). Prendre des initiatives et les présenter de façon convaincante au forum européen n'est pas une tâche hors de portée de la Pologne. Néanmoins, cela implique que le gouvernement abandonne son monopole sur l'Europe. Cela exige une coopération fondée sur un partenariat avec les *think tanks* indépendants, ainsi qu'une administration et une diplomatie efficaces. » (Skorzynska, 2003) De même, un centre de recherche autrichien nous a avoué : « Même les fonctionnaires des ministères ont l'impression d'être en compétition avec nous. La stratégie des *think tanks* à l'avenir devrait être de coopérer de manière plus étroite avec les administrations publiques, car ils peuvent fournir d'autres moyens d'envisager les questions politiques ».

La première vertu des *think tanks* jugés utiles et influents par les décideurs est, selon ces derniers, la qualité et l'objectivité de leurs propositions, ce qui ne signifie pas nécessairement une approche politiquement neutre. Le CER, par exemple, généralement admis comme influent et efficace, est systématiquement associé à une « approche blairiste » (voir section 4.2.1). « La créativité des

« Prendre des initiatives et les présenter de façon convaincante...  
...implique que le gouvernement abandonne son monopole sur l'Europe.  
Cela exige une coopération fondée sur un partenariat avec les *think tanks*  
indépendants, ainsi qu'une administration et une diplomatie efficaces. »

idées proposées et la façon  
de les communiquer » sont  
également considérées  
comme des facteurs  
importants. Pour développer  
de telles qualités, les

décideurs et autres destinataires recherchent des personnalités réputées, « un panel de personnes diversifié, la représentation de différents points de vue, » une indépendance organisationnelle des autres partis et enfin, la capacité à travailler de façon soutenue et à long terme sur certaines questions.

Les medias demandent quelques exemplaires de leurs travaux aux représentants des *think tanks*, particulièrement sous forme de billets d'opinion, mais ne s'en servent pas comme source d'information aussi souvent qu'ils le font avec des experts d'un autre type. « Les *think tanks* ne sont pas des gens que vous appelez d'habitude, et ne sont pas des freelance qui peuvent vous écrire des papiers sur des sujets précis, » bien que « les plus incisifs peuvent écrire des articles sur un sujet particulier s'ils sont des spécialistes reconnus ». Les journalistes perçoivent aussi différemment la valeur des *think tanks*. A cause du caractère urgent du travail des medias, les journalistes nous ont dit être très intéressés par les travaux d'analyse et de recherche qui leur font gagner du temps. Dans ce contexte, « les *think tanks* sont un vrai plus. » La pensée prospective et les conférences ne sont pas toujours adaptées à la manière de travailler des mass medias, même si celles-ci recherchent des « idées inédites » ; les *think tanks* sont plus appropriés pour la presse spécialisée. Un journaliste français a commenté le fait que les meetings petits-déjeuners d'une heure permettant de vraies discussions à un petit nombre de participants, comme ceux qu'organise l'Institut de l'Europe – un quasi *think tank*, sont très utiles. Un autre a confirmé que l'occasion d'échanger et de confronter des idées en dehors du cercle d'« habitués » est très bénéfique. Tous les journalistes nous ont dit qu'ils tenaient beaucoup à mieux identifier des experts de certaines questions pour des références futures. La proximité géographique et physique est un plus, comme le prouve par exemple le dialogue étroit entre l'EPC et European Voice, tous deux basés dans le même centre médiatique à Bruxelles. Il semble que les journalistes interrogés consultent peu les experts de *think tanks* en dehors de leurs frontières.

#### « UTILES, MAIS MOYENNEMENT UTILES »

En général cependant, nos interviews indiquent qu'aujourd'hui les *think tanks* qui s'intéressent aux affaires européennes n'apportent qu'une valeur ajoutée limitée aux yeux des décideurs, leur cible première. Selon les journalistes interrogés, ils ne sont pas assez visibles. L'aspect positif est que cette perception reflète davantage la situation actuelle qu'un rejet des *think tanks* en soi. Les besoins et attentes des utilisateurs potentiels de *think tanks* ne sont pas

satisfaits : ils veulent plus de *think tanks*, plus efficaces. Comme l’a résumé un haut responsable de la Commission, « l’offre ne répond pas à la demande ». « Il y a quelques instituts de qualité, mais par rapport à la puissance économique et politique de l’Europe, la production des *think tanks* n’est pas aussi dense qu’on pourrait le souhaiter. En fait, les observateurs regrettent la pénurie relative de *think tanks*, « ils n’ont pas suffisamment de surface », « on manque de *think tanks* et de capacité de réflexion », en particulier comparé à ce qui existe aux États-Unis. De manière moins positive, les personnes interrogées sont également sceptiques sur ce que les *think tanks* ont à offrir aujourd’hui : ils allèguent le peu de valeur ajoutée, le fait que peu sont réellement bons et que quand ils le sont c’est grâce à un individu au sein du *think tank*, particulièrement les membres doués qui parviennent à proposer des idées vraiment novatrices, et pas grâce à l’organisation dans son ensemble. Un universitaire s’est aussi montré critique : « Vous savez ce qu’ils vont écrire avant même de l’avoir lu »<sup>97</sup>.

**« Vous savez ce qu’ils vont écrire avant même de l’avoir lu. »**

Comme l’a résumé un responsable européen particulièrement critique, les *think tanks* sont « utiles, mais moyennement utiles ». Ce responsable a ajouté : « Ils me font perdre beaucoup de temps, ils viennent glaner des idées à la Commission (...) et produisent peu (...). Seule une poignée de gens réfléchit réellement, le reste, c’est plutôt de la compilation (...), ils devraient être plus originaux. » Un autre a confirmé qu’« il y a ceux qui répètent toujours la même chose, et ceux qui essaient de remettre en question les idées reçues, mais je ne pourrais pas dire ce qui est le plus important. » Une observatrice nous a dit être en réalité « agacée » par le discours de ceux qui « prétendent aider à rapprocher l’UE de ses citoyens, » tout en recevant « tant d’argent des institutions européennes qui sert à entretenir une élite », en fait selon elle « ils manquent de créativité. » Même les *think tanks* les plus influents sont « davantage des endroits pour rencontrer des décideurs politiques que des lieux de création d’idées originales et novatrices, » a ajouté un universitaire. « Leur rôle est intéressant, mais leur production est pauvre. » Quelques-uns des organismes les plus visibles sont traités de « faux *think tanks* » qui s’occupent plus de « vulgarisation » et de « lobbying » que de produire des idées originales. Il en résulte que la Commission est perçue comme dominant la production intellectuelle sur les questions de politiques communautaires selon les mots d’un autre responsable, même si sa propre capacité est inadéquate.

D’autre part, les journalistes et les décideurs de certains États membres, surtout le Royaume-Uni et l’Irlande, tendent à considérer de façon plus positive le rôle (et le rôle potentiel) des *think tanks* dans le débat européen<sup>98</sup>.

## **UN IMPACT LIMITE**

Une deuxième critique majeure est le manque actuel d’impact et même de pertinence des *think tanks* au-delà d’un cercle limité de questions et de personnes. En premier lieu, nos interviews indiquent que le public des *think tanks* est sans doute plus petit qu’il ne devrait l’être. Quasiment toutes les cibles potentielles nous ont dit être des destinataires essentiellement passifs du travail des *think tanks* et chercher rarement à en obtenir

directement des informations ou des études ; pourtant, les décideurs politiques interrogés ont aussi connaissance de l'existence des *think tanks*. Des acteurs potentiellement importants au Parlement européen ont par exemple expliqué que, sans être la cible des travaux des *think tanks*, ils en entendaient occasionnellement parler dans les médias et qu'ils cherchaient à se procurer eux-mêmes des exemplaires de rapports pertinents. Plusieurs interviewés ont relevé le parti pris très « anglo-saxon » des *think tanks* les plus connus, ce qui limite leur audience. D'autres perçoivent les euro-*think tanks* d'aujourd'hui comme « ultra nationaux », avec des équipes de chercheurs déterminées suivant la nationalité d'origine de l'organisation. Enfin, les observateurs ont souligné le fait que très peu de *think tanks* dont le siège est basé dans les États membres étaient présents à Bruxelles, et *vice versa* (voir section 4.2).

De plus, peu d'entre eux sont considérés comme ayant de bonnes stratégies de communication. L'un des journalistes interrogés a résumé en termes vifs le sentiment général de ses collègues : « La plupart des gens qui travaillent dans les *think tanks* sont bons, mais certains sont trop techniques et utilisent trop de jargon interne, ce sont vraiment des ours. » Un autre a confirmé qu'« il y a matière à améliorer leur communication ». Encore une fois, le CER a été cité par plusieurs observateurs comme l'une des rares organisations qui sache s'y prendre avec les médias, tandis qu'un autre a pris Notre Europe comme exemple de centre de recherche qui « produit des papiers de grande qualité dont on n'entend pas parler. Vous avez vraiment besoin de faire un travail de relations publiques ». Un professeur a observé : « Les *think tanks* français et allemands, sans parler de ceux des autres pays, ne se remarquent pas, contrairement au CER ». Plus généralement, les décideurs et les journalistes s'accordent à dire qu'ils se mettent en rapport avec les *think tanks* et cherchent à se procurer leurs publications bien plus souvent que l'inverse. La plupart du temps, ils citent le bulletin de l'Agence Europe comme l'endroit où ils entendent parler des rapports et des événements.

**« Les compétences des membres du Parlement européen ne s'étendent pas à la politique étrangère, par exemple. Dans ce sens, la contribution des groupes d'intérêt est plus appropriée à notre travail. »**

En se plaçant à nouveau du point de vue le plus critique, quelques personnes interrogées ont attribué ce manque d'impact à un manque de

pertinence. Plusieurs d'entre elles ont observé que les centres de recherche indépendants s'occupent de questions trop souvent répétitives qui ne présentent qu'un intérêt limité pour les citoyens, en particulier les questions institutionnelles. C'est aussi dans ce domaine que les décideurs se servent plus fréquemment des instituts de recherche, plutôt que pour des questions comme l'environnement ou les transports d'où les *think tanks* sont relativement absents. Par exemple, les problèmes relatifs à la Constitution ont paradoxalement été l'objet de trop d'attention. Cette dynamique conduit à la « répétition, récemment sur les questions constitutionnelles et les relations transatlantiques ». Ce fait est peut-être encore plus marquant pour ceux qui travaillent au Parlement européen. Un analyste de là-bas nous a dit : « Je n'ai pas le sentiment que ce type de réflexion, à quelques exceptions près, soit très utile aux membres du Parlement européen car leurs compétences ne s'étendent pas à la politique étrangère, par exemple. Dans ce sens, la contribution des groupes d'intérêt est plus appropriée à notre travail. » De telles positions sont encore plus fortes au niveau national. Par

exemple, un autre responsable de l'UE a expliqué que « les *think tanks* allemands se sont dernièrement concentrés sur deux questions : la réduction de la contribution allemande [au budget communautaire] et la répartition des compétences, pour lesquelles leurs propositions ont totalement échoué lors de la Convention du fait de leur vision trop centrée sur l'Allemagne. Il est facile de s'enthousiasmer à l'excès chez soi sur une idée particulière de l'Europe, mais les concepts politiques dépendent aussi des contextes culturels et économiques (...), il faut préparer le terrain dans les autres États membres pour tester vos idées auprès de vos partenaires européens ».

#### **ACTEURS DEMOCRATIQUES OU TECHNOCRATIQUES ET ELITISTES ?**

Certains des décideurs communautaires que nous avons interrogés accusent aussi les *think tanks* d'être trop technocratiques et élitistes, et par là, de ne pas contribuer à combler le fameux « déficit démocratique » de l'UE. Même lorsqu'ils collaborent avec les instituts de recherche européens, les personnes interrogées considèrent souvent que les *think tanks* « parlent trop entre eux », fonctionnant en cercle fermé et « trop anglo-saxons », c'est-à-dire trop focalisés sur des questions définies suivant des termes anglo-centrés. « Ils font partie des classes bavardes » a dédaigneusement déclaré un journaliste, « ils ne s'intègrent pas dans les circuits de presse grand public, le public qu'ils visent est élitiste. » Cette critique est d'ailleurs récurrente parmi les journalistes.<sup>99</sup> Au fil des interviews, nous avons été confrontés à beaucoup d'opinions différentes sur cette question importante. La plupart était "contre" et certains étaient "pour" l'idée que les *think tanks* jouent un rôle dans la réduction du déficit démocratique.

**POUR :** Un politicien britannique a expliqué que les *think tanks* jouent un rôle important dans ce domaine dans la mesure où ils aident à satisfaire une demande généralisée du grand public pour plus d'information sur les questions européennes grâce à leurs publications (réduisant ainsi partiellement le « déficit d'information » des électeurs sur les institutions européennes). Selon lui, répondre à cette demande constituerait un défi d'envergure pour les *think tanks* à l'avenir : « Si les *think tanks* veulent vraiment faire une différence, ils devraient réfléchir à des façons de mieux informer le public [sur les questions européennes]. S'ils ont la capacité et la volonté de faire cela, ils peuvent devenir des acteurs majeurs de la démocratisation de l'UE ».

Un journaliste estimait également que les *think tanks* sont importants, car les réseaux qu'ils ont établis à travers l'Europe aident à mieux mettre en rapport les chercheurs et les décideurs nationaux de différents pays. Cela améliore la qualité et élargit le spectre des débats sur les thèmes paneuropéens. Les *think tanks* représentent aussi, selon lui, un « cadre de soutien intellectuel » essentiel au « projet européen », qui assure au moins une certaine dose de débat public à ce niveau malgré le sentiment généralisé d'une certaine déconnexion entre les élites politiques européennes et leurs électeurs.

**CONTRE :** D'autres sont plus sceptiques quant aux capacités des *think tanks* à combler ce déficit démocratique. Un universitaire spécialiste des politiques communautaires exprime le sentiment que dans certains cas les *think tanks* pourraient se rendre utiles en avertissant les décideurs des problèmes à même de miner la crédibilité de la construction européenne. Mais il

a en fait donné un contre-exemple en tentant d'illustrer son argument. A son sens, trop de *think tanks* se sont concentrés sur les aspects économiques du pacte de stabilité au moment de la crise entre la France, l'Allemagne et la Commission sans qu'aucune des organisations de sa connaissance ne dénonce les conséquences négatives qu'un tel flottement des politiques communes pourrait avoir sur la confiance accordée par l'opinion publique au processus de construction de l'UE dans le contexte de la Convention et des négociations de l'élargissement. Un responsable de la Commission estimait que le déficit démocratique devait se résoudre avant tout par un engagement plus marqué des parlements régionaux et nationaux et du Parlement européen, et non par les *think tanks*. Il a insisté sur le fait que leurs activités peuvent être potentiellement néfastes car elles contribuent à donner une image distante et technocratique de l'UE. Un autre universitaire estime qu'à cause d'une trop grande dépendance vis-à-vis de la recherche sur contrat, certains *think tanks* ont tendance à jouer davantage le rôle de « spin doctors ». Selon lui, ils aident à trouver et à formuler des arguments en vue de défendre certaines politiques et ce faisant, promettent parfois « monts et merveilles », ce qui risque finalement de décevoir encore plus les citoyens une fois leurs promesses ronflantes tombées à l'eau<sup>100</sup>.

#### COMPRENDRE LES CONTRAINTES QUI PESENT SUR LES *THINK TANKS*

D'autre part, les personnes que nous avons interrogées ont reconnu qu'il existe des raisons systémiques au manque relatif de poids des *think tanks* européens. Ils admettent que c'est en premier lieu une question de ressources : « pour progresser et devenir plus utiles, ils devraient attirer plus de gens aptes à réfléchir, mais on voit rarement des universitaires reconnus ou d'anciens leaders politiques s'investir dans des *think tanks* comme c'est le cas aux États-Unis, et ils manquent de ressources pour les attirer. » « Ces instituts ne sont pas assez riches et manquent de visibilité; il est alors très difficile de percevoir leur valeur ajoutée et de se rendre compte de ce qu'ils apportent, » sans dénigrer leur utilité. Le manque de fonds implique aussi que très peu de *think tanks* nationaux orientés vers les affaires européennes peuvent implanter des bureaux à Bruxelles. Par exemple, les *think tanks* français spécialistes de l'UE sont jugés peu influents à Bruxelles « même quand ils ont des idées, car ils n'ont pas les moyens d'être présents et de développer les techniques de communication appropriées ».

De plus, « beaucoup de personnes sont individuellement excellentes, mais il y a un problème fondamental : la pensée politique, stratégique et la recherche appliquée ne font pas suffisamment partie de la culture académique » par rapport aux États-Unis, a expliqué un autre universitaire, « c'est une question de culture plus que de capacité. » Résultat, certains décideurs politiques nous ont avoué qu'il leur arrivait parfois de se tourner vers des *think tanks* ou des universités américaines<sup>101</sup>.

Néanmoins, les responsables nationaux et communautaires pressentent tous que les *think tanks* ne devraient pas devenir plus dépendants des fonds publics. Selon un professeur allemand spécialiste des *think tanks*, aucune source financière ne devrait, idéalement, représenter plus de 5 % du budget total d'un centre de recherche indépendant<sup>102</sup>.

Pour être honnête, les critiques exprimées ont également, dans certains cas, dénoté un manque de connaissance de ce que les centres de recherches indépendants font réellement. Il y a eu trois exemples précis où des responsables reconnus de la Commission, censés être bien informés, nous ont dit que rien n'avait été produit par les *think tanks* sur un sujet bien précis, alors qu'un article avait récemment été publié sur cette question spécifique par des *think tanks* importants. Les décideurs politiques de l'UE négligeraient-ils les *think tanks* spécialistes de l'Europe comme source d'analyse, d'information et d'idées nouvelles ? Où estiment-ils qu'ils n'accomplissent pas leur mission ? Nous ne tenterons pas ici de répondre à ces questions délicates. Des études plus approfondies seraient nécessaires pour dépasser ces visions anecdotiques d'une portion assez représentative mais limitée des décideurs communautaires. Néanmoins, aux lecteurs pour qui les critiques d'élitisme, de manque de pertinence et de transparence rappelleraient l'hôpital se moquant de la charité, nous répondons qu'une recherche plus poussée confirmerait probablement l'ébauche des attentes insatisfaites qui se dessine ici.

### **UN INTERET CROISSANT POUR LES *THINK TANKS* ?**

Finalement, les décideurs de certains pays deviennent sensibles à l'importance du rôle des *think tanks*, tant au sein des institutions que dans les organisations de la société civile en général. Le président d'un important centre de recherche européen de relations internationales estime que « ce qui est nouveau, c'est le désir des décideurs de prendre part au débat. » Bien entendu, la situation varie considérablement d'un pays à l'autre. Un fonctionnaire de la Commission nous a par exemple dit à quel point les responsables allemands et britanniques à Bruxelles étaient plus enclins à partager les documents politiques avec les *think tanks* que leurs homologues français. Toutefois, même les autorités françaises, que l'on considère généralement moins ouvertes aux *think tanks* du secteur que d'autres gouvernements de l'UE, rejoignent peu à peu la mouvance. Dans cette perspective, le rapport français récent de la représentation permanente française sur l'influence des *think tanks* français qui s'occupent des affaires européennes (Féat, 2004) est encourageant. Le problème, commente un observateur qui connaît bien la situation dans l'Union européenne et aux Etats-Unis, serait que cet intérêt ne soit pas suivi par les leaders politiques âgés qui sont au gouvernement depuis trop longtemps. En France et ailleurs, où le dialogue entre les *think tanks* et les politiques est insuffisant, cette personne explique : « Nous avons besoin de renouveler complètement les élites politiques. Aux États-Unis, les décideurs circulent bien plus vite qu'en France où vous avez les mêmes politiciens depuis quarante ans. Nous devons avancer plus vite ».

A quelles organisations de politique indépendantes les décideurs, journalistes, universitaires et autres observateurs du processus de décision politique de l'UE se réfèrent-ils le plus souvent ? En général, ils citent régulièrement les mêmes instituts transnationaux et un ou deux des groupes nationaux qui leur sont les plus proches. Si l'on se fonde sur nos interviews, et donc non sur un sondage systématique, les organisations (qui ne figurent pas toutes dans notre liste) qui apparaissent le plus fréquemment sont, par ordre de fréquence décroissante :<sup>103</sup> CER (GB), CEPS (Bruxelles), EPC (Bruxelles), EUISS (Paris), IFRI (France), la Fondation



Bertelsmann (Allemagne), Brookings Institution (E.U), Chatham House (GB), Friends of Europe (Bruxelles), le SIPRI (Suède), FRS (France), TEPSA (UE), DGAP (Allemagne), Clingendael (Pays-Bas), IEP (Allemagne), IAI (Italie), et Eliamep (Grèce).<sup>104</sup>

### 3.2 CONCLUSION PROVISOIRE : COMBLER LE « DEFICIT DE LA DEMANDE » DE L'UE POUR LA RECHERCHE EN POLITIQUE INDEPENDANTE.

Il existe beaucoup de raisons possibles pour lesquelles les responsables élus ou nommés au niveau national et communautaire devraient en théorie travailler activement avec les euro-*think tanks*, comme souligné dans la section 1.3. Nous avons énuméré trois types de raisons : les *think tanks* aident à formuler des politiques publiques solides, ils peuvent contribuer à une vie démocratique saine et ils peuvent constituer une ressource pour la « soft power »<sup>105</sup> international des États membres et des institutions communautaires. Alors que nous avons vu que l'offre est quelque peu insuffisante eu égard à ces objectifs ambitieux, il est aussi perceptible que les décideurs pourraient encourager le dialogue plus activement avec les centres de recherche indépendants. Tout indique que dans les pays où la demande est faible, on considère de plus en plus que les *think tanks* ont un rôle à jouer.

Pour encourager cette tendance, nous partageons les vues d'un spécialiste des *think tanks*, Martin Thunert (interview), qui place le fardeau sur les *think tanks* et les incite à prendre les mesures suivantes pour combler le fossé entre eux et les décideurs politiques :

- Les *think tanks* devraient se poser en sources essentielles d'information pour les décideurs sur des questions clefs de leur choix, qu'il s'agisse des relations UE-Russie ou des politiques communautaires sur le changement climatique. A l'avenir, les *think tanks* devraient devenir des références « incontournables », vers lesquelles les décideurs de toute l'Europe sauront qu'ils peuvent se tourner pour obtenir des informations et des analyses mises à jour.
- Les *think tanks* doivent travailler à utiliser plus activement les medias afin de cultiver des liens indirects avec les décideurs politiques. Thunert décrit comment les medias allemands recrutent de jeunes journalistes qui manquent d'expérience sur beaucoup de questions politiques. Les journalistes devraient aussi savoir qui contacter au sein des *think tanks*.
- Idéalement, les *think tanks* devraient être présents à Bruxelles et au moins dans la capitale de leur pays d'origine (beaucoup de *think tanks* allemands sont basés hors de Berlin).
- Plus généralement, les centres de recherche indépendants ont besoin de penser stratégiquement à leur positionnement vis-à-vis des partis, des forces politiques et de leur engagement en général.

La section suivante poursuit cette discussion en examinant plus en détail les défis et dilemmes qui se posent aux euro *think tanks*, comme le danger de l'instrumentalisation par les décideurs politiques.

. . . . .

<sup>94</sup> Cet intérêt est confirmé, entre autres, par le fait que la Commission européenne, d'autres acteurs communautaires ainsi que les autorités nationales apportent un soutien important, principalement sous forme de commandes d'études, de financement direct et de détachement de personnel. La Représentation permanente de la France devant l'UE a récemment mené sa propre enquête sur les *think tanks* français spécialistes de l'Union afin de savoir comment mieux collaborer avec eux. De façon anecdotique, plusieurs décideurs politiques nous ont déclaré qu'ils pourraient envisager de poursuivre leur carrière dans un *think tank* à l'avenir.

<sup>95</sup> « Nous avons plus que jamais besoin d'une meilleure information et d'outils plus élaborés pour analyser les problèmes », nous a, par exemple, déclaré un fonctionnaire national. Les *think tanks* « mettent en rapport les gens qui doivent se rencontrer. » Un fonctionnaire du Parlement européen a décrit combien « de nombreux parlementaires européens originaires des nouveaux pays membres aimeraient probablement se joindre à ce type d'études, beaucoup se demandant 'où pourrais-je réfléchir à Bruxelles ?' Les *think tanks* ont le potentiel d'aider ces nouveaux parlementaires à s'intégrer. »

<sup>96</sup> Certains groupes s'efforcent de contribuer à la réflexion et à la politique de la BCE, comme en témoignent les études par exemple du Centre for Economic Policy Research, un réseau d'économistes basé à Londres, qui commente régulièrement les décisions relatives aux taux d'intérêt de la banque.

<sup>97</sup> Cet universitaire se référait ici à l'impression de manque d'objectivité de beaucoup de *think tanks*, et spécialement de Bruxelles. D'après lui, la recherche des *think tanks* n'est pas « fine » et ils ont tendance à trop produire. C'est pour cette raison que les *think tanks* économiques comme le CEPR ont une meilleure réputation que les autres. Cette personne a également ajouté que, comme les ONG, les *think tanks* ont tendance à se focaliser plus sur le processus que sur le produit. Ils semblent souvent se contenter d'être « dans la place » aux côtés des décideurs politiques et oublier que leur rôle principal est de produire une nouvelle matière pertinente pour les politiques actuelles; là se trouverait l'influence réelle.

<sup>98</sup> Par exemple, Lord Grenfell, Président de la Commission spéciale pour l'UE de la Chambre des Lords au Parlement britannique (le principal comité parlementaire chargé d'examiner les politiques communautaires) considère que les *think tanks* qui fournissent régulièrement des preuves à sa commission au cours des enquêtes, apportaient une contribution de valeur au travail du Comité. Cela est surtout vrai lorsqu'ils sont capables de fournir aux membres du Parlement et aux Pairs un avis d'expert sur des questions européennes précises comme l'aide au développement, la politique étrangère, les affaires économiques et financières de manière objective et complète. La collecte des preuves est une part importante du travail du Comité, dans la mesure où il donne aux parlementaires et aux Pairs l'occasion de prendre en compte la vision d'organes et d'individus extérieurs au Parlement, et où il renforce la crédibilité des rapports du Comité. De même, un journaliste irlandais voit dans les *think tanks* une force, pour diverses raisons. Il estime qu'ils permettent à un débat plus informé de s'ouvrir entre les décideurs et les experts sur des secteurs politiques précis. Selon lui, un tel débat n'était par exemple plus possible à la télévision, car il s'était progressivement « vidé de sa substance » au fil des années. Il considère aussi que les *think tanks* ont aidé à « aiguïser et recentrer la perception de certaines questions » : même s'ils n'ont pas toujours été efficaces pour développer de nouvelles politiques, les *think tanks* ont pu aider à concentrer l'attention sur un aspect spécifique d'une politique gouvernementale contemporaine, qui a pu être négligé auparavant.

<sup>99</sup> European Voice a un jour écrit au sujet des *think tanks* : « Il se peut qu'il y ait un déficit de l'information ailleurs dans l'Union européenne, mais sa capitale unique en son genre, jouit d'une sorte de surplus. En effet, le seul dilemme qui se pose aux classes bavardes de Bruxelles est de savoir à quel débat de *think tank*, à quelle réception d'entreprise ou à quelle conférence de presse auxquels se rendre. »

<sup>100</sup> Un journaliste a aussi estimé qu'il est difficile pour les *think tanks* à Bruxelles de développer des opinions indépendantes et utiles sur l'avenir de l'UE car ils "font partie d'un système qu'ils cherchent à analyser et à comprendre". Selon lui, ces organisations impliquées dans le processus d'intégration (y compris les *think tanks*) sont aussi celles qui auront le plus tendance à se prononcer en faveur du processus. Le challenge est donc de trouver des organisations qui n'hésitent pas à penser différemment et à remettre en question le statu quo. Selon lui, le problème se trouve d'autant plus compliqué par le fait que l'un des principaux acteurs de l'UE, la Commission, finance aussi beaucoup de ces *think tanks*. Pour lui, il n'est pas surprenant que certains des *think tanks* les plus influents ne soient pas basés à Bruxelles mais plutôt dans les États membres, où ils ont plus de distance (et donc d'objectivité) vis-à-vis des problèmes européens.

<sup>101</sup> Ce que confirme entre autres un haut responsable de la Commission européenne, qui a constaté, au cours des sélections que lui-même et ses services développent avec les *think tanks* américains s'intéressant aux questions européennes, qu'ils ont, de l'autre côté de l'Atlantique, « une vision qui n'est pas la nôtre, et il faut faire attention au fait que si cette vision devient dominante, elle exerce une influence sur notre façon de penser. »

<sup>102</sup> Un universitaire souligne cet inconvénient de la recherche parrainée : « les *think tanks* sont des organisations très intéressantes, mais lorsqu'ils dépendent trop des contrats de recherche, ils risquent de devenir trop "obligés". »

. . . . .

<sup>103</sup> Notre Europe a sciemment été exclu de ce sondage informel en raison du parti pris évident engendré par le fait que les interviewers travaillaient pour cette organisation.

<sup>104</sup> Il est évident que la notoriété, en particulier sur un échantillon aussi limité, ne devrait pas être confondue avec la crédibilité ou l'influence, d'autant plus que certaines des organisations recensées ici ont été critiquées par ceux là même qui les ont énumérées par la suite. Il est intéressant de noter cependant que les personnes interrogées ne se souviennent que de quelques organisations au-delà des organismes nationaux avec lesquels ils travaillent. Une analyse plus systématique de la réputation des *think tanks* de l'UE sera disponible dans la prochaine étude du Professeur McGann.

<sup>105</sup> NdT : Pouvoir par la persuasion, exercé via des moyens économiques ou culturels et non militaires, qui incite d'autres pays à poursuivre les mêmes objectifs par la force de l'exemple.